

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT



EGYPTE

PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL D'EL - BEHEIRA

**Rapport abrégé d'évaluation de la performance de projet
(REPP)**

**DEPARTEMENT DE L'EVALUATION DES OPERATIONS
(OPEV)**

12 février 1999

HISTORIQUE ET FORMULATION DU PROJET

1.1 Le présent rapport abrégé d'évaluation de performances de projet (REPP) concerne l'évaluation rétrospective du projet de développement rural d'El-Beheira (PDRB) en Egypte. Ce projet dont le coût total a été estimé à 32,3 millions d'UC, fut identifié et préparé par le Centre d'investissement de la FAO (FAO/CI) pour le compte de la BAD. Evalué par les experts de la Banque en 1981, le projet a été financé sur fonds BAD et FAD, respectivement à hauteur de 10 millions d'UC et 8 millions d'UC. Ces deux prêts approuvés en décembre 1981, sont entrés en vigueur le 17 juin 1984, soit 2 ans après la signature des accords de prêts (janvier 1982). Le calendrier d'exécution initial du projet portant sur une durée de 4 ans (fin 1986), a dû être modifié à la suite des retards accusés au démarrage et au cours de l'exécution, ce qui a conduit à deux prorogations successives de la date limite du dernier décaissement. Le projet est achevé en mai 1997, soit avec un retard de 11 ans par rapport à la date d'achèvement prévue à l'évaluation.

1.2 Six composantes étaient initialement prévues. Cependant, au cours de l'exécution, les responsables égyptiens ont jugé utile - avec l'accord de la Banque - d'introduire deux nouveaux volets en vue de répondre aux aspirations des producteurs en matière de diversification : il s'agit de l'industrialisation en milieu villageois et du développement de petits projets productifs.

1.3 Le rapport d'achèvement du projet (RAP), réalisé par la Banque portant la référence ADF/BD/IF/97/213 en date du 27 novembre 1997, a été jugé de qualité satisfaisante. Les principaux problèmes de conception, de maîtrise des procédures et de durabilité ont été bien analysés et les leçons tirées sont assez pertinentes. Il a donc été recommandé de réaliser un rapport abrégé d'évaluation de performances du projet. Le présent rapport évalue et complète l'information contenue dans le RAP, en se basant sur le rapport d'évaluation, le document de stratégie pour l'Egypte, le rapport de la revue de portefeuille et sur divers autres documents disponibles à la Banque.

OBJECTIFS SECTORIELS, FINALITES ET RESULTATS

Objectifs du projet

L'objectif sectoriel de ce projet visait l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires et de la balance commerciale du pays. L'objectif spécifique du projet était d'accroître les productions agricoles et animales des exploitants agricoles du gouvernorat d'El-Beheira, d'améliorer les infrastructures sanitaires et de stockage et l'accès aux intrants et produits de première nécessité. Ces objectifs étaient pertinents et cadraient bien avec la politique agricole du pays, axée sur l'allègement de la pauvreté, la réduction des déficits alimentaires et le développement des produits de rente.

PERFORMANCE DE L'EXECUTION ET PERFORMANCE OPERATIONNELLE

3.1 Performances de l'exécution

3.1.1 Le projet qui devait s'exécuter en 4 ans, a duré 13 ans du fait du retard important accusé pour la mise en vigueur des prêts et du retard de 2 ans et 5 mois, accusé au démarrage, imputable aux complications de la procédure de ratification de l'accord par le Parlement et à la connaissance insuffisante des règles de procédures par l'emprunteur. Le retard dans l'exécution serait, par ailleurs dû au fait qu'à l'évaluation, il n'a pas été suffisamment pris en compte la nature complexe et très diversifiée du projet et la capacité

réelle de l'emprunteur à faire exécuter diligemment le projet. Toutefois, ces retards n'ont pas eu, à la fin de l'exécution, d'effets significatifs sur les résultats physiques du projet, dont certains ont même été dépassés.

3.1.2 Les conditions de prêts ont été respectées à l'exception de celle relative à l'envoi régulier des comptes financiers certifiés par l'organe d'exécution. L'acquisition des biens et services a connu quelques retards les premières années de l'exécution du fait du non-respect des procédures d'acquisition des biens et services de la Banque.

3.1.3 Les rapports d'activités trimestriels et annuels ont été parfois soumis avec quelques retards à la Banque. Il convient de noter que la plupart ont été en arabe, ce qui rendait difficile leur exploitation par les experts de la Banque. La réalisation de nombre d'études économiques et techniques (plan d'exécution, évaluation économique des petits projets, etc.), initialement prévue dans le rapport d'évaluation, n'a pu être vérifiée par la mission d'achèvement (cf. RAP § 4.6).

3.1.4 L'absence d'un lien logique entre les objectifs, les activités et les réalisations du projet, n'a pas permis d'identifier tous les indicateurs clés de performance et d'impact pour un meilleur suivi et pour une meilleure évaluation des effets et impact du projet. Il n'y a pas eu de suivi efficace des rendements des différents sites. Aucune banque de données sur les modèles de cultures, n'a été constituée. En outre, il n'a pas été possible de disposer des données chiffrées sur des indicateurs tels que : production de viande, revenu par activité économique et par exploitation agricole, contribution du projet à la formation du PIB agricole, etc.

3.1.5 Le projet n'a pas connu de problèmes de financement en devises et en monnaie locale. Le prêt FAD a été entièrement décaissé tandis que celui de la BAD a laissé un reliquat de 0,414 million d'UC, utilisé avec l'accord de la Banque pour l'achèvement des activités restantes relatives à l'amélioration des terres et les actions de développement rural (cf. Rapport de revue de portefeuille (ADF/BD/WP/97/34).

3.1.6 En définitive, un dépassement de 21% a été constaté sur le coût total prévu du projet en UC à cause de la contribution du Gouvernement égyptien (GE) qui a été de 23,3 millions d'UC contre une prévision initiale de 14,931 millions d'UC, soit une réalisation de 156%. En monnaie locale, les réalisations financières ont été de l'ordre de 440% des prévisions à cause de la dépréciation de la Livre égyptienne (LE) qui est passée de 0,81 au moment de l'évaluation à 4,73 pour 1 UC en 1994.

3.2 Performances opérationnelle, économique et financière

3.2.1 Le RAP a affirmé que le projet a amélioré la rentabilité économique des exploitations agricoles. L'amélioration des revenus issus des productions agricoles par hectare, est bien illustrée dans le RAP (cf. § 7.1).

3.2.2 Le manque de données au niveau sectoriel n'a pas permis d'apprécier le degré d'amélioration des conditions de vie des populations de la zone du projet : l'accroissement des revenus des exploitations, l'amélioration de la sécurité alimentaire, etc.

3.2.3 L'exploitation des données du cadre logique reconstitué (niveaux "résultats" et "objectifs"), révèle que les objectifs de mise en valeur des terres et de construction d'infrastructures sont largement atteints, voire même dépassés pour certains (cf. RAP chapitre 5). Cependant, pour la composante "Mise en valeur des terres", les résultats obtenus devraient être plus appréciables compte tenu des équipements mis en place. Cette performance relativement faible, serait surtout due à l'utilisation de ces équipements

hors du projet (jusqu'à 60% du temps) par la structure OEMVT en charge des travaux. En outre, l'épandage du gypse n'a couvert que 35% des superficies aménagées alors que son utilisation devait permettre de corriger la salinité des terres.

3.2.4 Les résultats des deux volets non prévus au départ, à savoir : "Petits projets productifs" et "Industrialisation villageoise" ont été très appréciables. La performance opérationnelle a été jugée satisfaisante au vu des résultats physiques du projet.

3.2.5 Le taux de rentabilité interne de 26% estimé dans le RAP contre celui de 24% à l'évaluation, montre que la rentabilité économique du projet est satisfaisante. Cependant, il manque des données fiables pour la confirmation de ce résultat au stade de l'évaluation rétrospective.

3.2.6 L'essentiel des ressources financières du projet venait de l'extérieur. Il n'y a pas de problèmes particuliers de financement des activités du projet. Cependant, sa trésorerie aurait pu être améliorée si le niveau des subventions accordées aux exploitants agricoles était revu à la baisse, dans la mesure où les activités y relatives procurent des avantages économiques certains aux bénéficiaires.

PERFORMANCES DE L'EMPRUNTEUR, DE L'AGENCE D'EXECUTION ET DE LA BANQUE

4.1 Aucune défaillance particulière n'a été notée sur le plan technique et financier au niveau des fournisseurs et des entrepreneurs étrangers et locaux sollicités.

4.2 La performance de l'agence d'exécution du projet, a été jugée satisfaisante au regard des objectifs physiques réalisés. Mais en plus des faiblesses relevées au § 3.1.2, il faut signaler l'absence d'un système efficace de suivi-évaluation au sein de l'organe exécutif du projet, permettant la collecte de données, leur actualisation et leur analyse en vue de mesurer l'efficacité interne du projet à partir des indicateurs de performance préétablis. Le contrôle et le suivi-évaluation du projet, confiés à l'Institut de recherche économique de Damanhour, étaient plutôt défectueux. La tâche de suivi-évaluation n'était pas cohérente avec les préoccupations principales de cet institut, axées sur la recherche fondamentale.

4.3 La performance de la Banque n'a pas été satisfaisante pour les raisons suivantes : i) les procédures de la Banque n'ont pas été bien expliquées en temps opportun à l'emprunteur et à l'équipe de gestion du projet ; ii) un lien logique entre les objectifs, les résultats et les activités du projet n'a pas été établi avant l'exécution ; iii) au cours des missions de supervision, les recommandations sur des questions de fond relatives au projet et celles ayant trait à la production et à la transmission régulière des comptes certifiés du projet, n'ont pas fait l'objet d'une attention particulière ; iv) le calendrier initial du projet était inapproprié.

DURABILITE DU PROJET

5.1 Le projet a eu un effet non négligeable sur la rentabilité économique des exploitations agricoles, l'amélioration des transports et le développement économique local. Cela a contribué à garantir la motivation des producteurs agricoles à poursuivre les activités du projet.

5.2 L'expertise acquise par les agents du projet (les formations diverses, le savoir-faire), constitue un atout important pour assurer une bonne gestion des activités du projet. L'environnement politique a été aussi favorable et renforcé par les dispositions prises par le GE en vue de limiter à l'essentiel le mécanisme de contrôle de l'Etat, et de faire une plus grande place aux lois du marché et au secteur privé. Des réformes sont engagées depuis les années 80 en vue de la déréglementation des prix et de la commercialisation des produits agricoles dans le pays (cf. Egypte : Document de Stratégie par pays,

1996-1998, § 2.2.6).

5.3 Sur le plan financier, le GE a fait régulièrement des affectations budgétaires substantielles au projet. Cet appui financier est susceptible de perdurer. Néanmoins, ces ressources du Gouvernement ne sont pas suffisantes pour de gros investissements tous les 3 ou 4 ans en matière de sous-solage et d'épandage de gypse, nécessaires à l'amélioration des rendements agricoles. En outre, la participation des exploitants agricoles au coût de fonctionnement des infrastructures n'a pas été l'objet de préoccupations ; ce qui aurait autrement permis d'améliorer la trésorerie du projet et constituer un atout important de durabilité.

5.4 Sur le plan environnemental, il existe un risque réel de détérioration du sol par érosion et de la qualité de l'eau par la contamination de la nappe phréatique du fait de la présence de nitrate. Une analyse détaillée de la situation figure dans le RAP (chapitre 9).

NOTATION DE LA PERFORMANCE ET DES RESULTATS

6.1 Les tableaux de notations détaillées des diverses performances du projet, figurent en annexe 4 du présent rapport.

6.2 La performance de l'exécution est satisfaisante malgré les retards enregistrés au démarrage, dans l'exécution, et le non-respect de la transmission des comptes d'audit externe.

6.3 La performance de la Banque a été insatisfaisante pour les lacunes relevées au paragraphe 4.3.

6.4 La Performance des résultats du projet a été jugée satisfaisante. Les objectifs physiques du projet ont été atteints, voire même dépassés pour certains. Mais la pérennisation des effets du projet n'est pas totalement garantie en raison des insuffisances évoquées aux paragraphes 5.3 et 5.4.

7. CONCLUSIONS LECONS ET RECOMMANDATIONS

7.1. Conclusions

La performance globale du projet est jugée satisfaisante. Les réalisations du projet ont contribué à l'amélioration des conditions de vie et des revenus des populations cibles. Le projet qui a connu certaines lacunes avant et pendant son exécution, a été réalisé dans les limites des prêts et avec des apports budgétaires plus importants que prévu de la part du GE. Toutefois, la pérennité des acquis du projet dépend de la résolution des problèmes de l'environnement, de l'implication des bénéficiaires dans le financement des coûts de fonctionnement et des apports financiers extérieurs pour la réalisation des gros investissements périodiques qu'exigent les travaux de sous-solage et d'épandage de gypse.

7.2. Leçons

7.2.1 Les leçons tirées par le RAP ont trait notamment à la pérennité des activités du projet, la souplesse dans son exécution, sa capacité d'adaptation aux besoins des communautés rurales, l'insuffisance de données comparatives pour les situations sans projet et avec projet.

7.2.2 L'Audit prend en compte ces leçons et les complète par celles qui suivent :

- i) l'élaboration d'une matrice de cadre logique du projet, permet d'identifier les indicateurs clés de performance et d'effets/impact nécessaires pour l'analyse/évaluation technique et économique approfondie et complète du projet (§ 3.1.4) ;
- ii) le succès du projet tient aussi beaucoup du respect du Gouvernement à honorer ses engagements financiers (§ 3.1.6) ;
- iii) l'existence d'une cellule de suivi-évaluation efficace au sein du projet est un atout pour une gestion efficace et une bonne coordination du projet (§ 4.2) ;
- iv) le sous-solage et l'amélioration du drainage constituent des mesures d'atténuation de la dégradation du sol (RAP § 9.2) ;
- v) le développement de l'élevage constitue une source importante de matières et d'engrais organiques dont l'utilisation est recommandée pour la conservation de l'environnement (§ 5.3) ;
- vi) l'implication des bénéficiaires dans la formulation aussi bien que dans la gestion du projet est un facteur déterminant de durabilité (§ 5.3) ;
- vii) l'audit des comptes financiers confère un caractère transparent à la gestion du projet (§ 3.1.2) ;
- viii) le succès du projet de développement agricole s'explique aussi par sa capacité à tenir compte des besoins réels des communautés rurales bénéficiaires (RAP § 12.7).

7.3. **Recommandations**

Le REPP approuve les recommandations du RAP et les complète par les suivantes :

la Banque devrait :

- i) établir systématiquement une matrice de cadre logique pour tout projet de développement, à la préparation et l'améliorer au fur et à mesure du processus de mise en œuvre du projet ;
- ii) exiger l'étude des problèmes environnementaux et des risques susceptibles d'entraver la durabilité des bénéfices de tout projet de développement avant l'approbation du prêt, et l'évaluation de l'ampleur du phénomène à la fin de son exécution ;
- iii) organiser un séminaire sur l'administration des prêts de la Banque à l'intention de l'emprunteur et des responsables de l'agence d'exécution avant le démarrage du projet

l'Emprunteur devrait :

- i) prendre les dispositions nécessaires pour mettre diligemment en place les moyens humains et matériels appropriés afin d'éviter les retards souvent accusés au démarrage des projets ;
- ii) élaborer et/ou améliorer le cadre logique de tout projet de développement agricole et mettre en place un système de suivi-évaluation interne efficace au sein du projet
- iii) assurer la transmission diligente des rapports d'activités et rapports financiers dans l'une des

langues de travail de la Banque ;

- iv) accélérer la préparation d'une deuxième phase du projet afin de consolider les acquis de la première et de soutenir plus efficacement la promotion du monde rural et le transfert de technologies aux exploitants agricoles.

7.4. Actions de suivi

Les principales actions de suivi sont présentées en annexe 2.

DONNEES DE BASEA- L'Emprunteur

Pays: République Arabe d'Egypte
Projet: Développement rural d'El Beheira
Numéros du prêt: BAD No CS/ARE/AGR/81/008 et FAD No RE/AGR/81/005
Emprunteur: Gouvernement d'Egypte
Organe d'exécution: Ministère de l'agriculture et de la réhabilitation des terres

B- Le Prêt BAD:

| | Prévu | Réalisé |
|--------------------------------|-------------------|------------------|
| Montant (Millions d'UC) | 10,00 | 9,586 |
| Date d'approbation: | décembre 1981 | 12 décembre 1981 |
| Dates de: | | |
| a) signature: | janvier 1982 | 26 janvier 1982 |
| b) entrée en vigueur: | 4e trimestre 1982 | 17 juin 1984 |
| c) premier décaissement: | 4e trimestre 1982 | 17 décembre 1984 |
| d) dernier décaissement: | 4e trimestre 1986 | 30 mai 1997 |

C- Le Prêt FAD:

| | | |
|---------------------------------|-------------------|------------------|
| Montant (Millions d'UC): | 7,37 | 7,37 |
| Date d'approbation: | décembre 1981 | 21 décembre 1981 |
| Dates de: | | |
| a) signature: | janvier 1982 | 26 janvier 1982 |
| b) entrée en vigueur: | 4e trimestre 1982 | 17 juin 1984 |
| c) premier décaissement: | 4e trimestre 1982 | 17 décembre 1984 |
| d) dernier décaissement: | 4e trimestre 1986 | 30 mai 1997 |

D- Le Projet:

| | | |
|------------------------------------|--------------------------------------|--------|
| Coût total (Millions d'UC): | 32,3 | 39,2 |
| Sources de financement: | | |
| BAD: | 10,00 | 9,586 |
| FAD: | 7,37 | 7,37 |
| Gouvernement : | 14,30 | 22,30 |
| Durée d'exécution: | 4 ans | 11 ans |
| Date et référence du RAP | ADF/BD/IF/97/213 du 27 novembre 1997 | |

E- Indicateurs de performance:

Dépassement de coûts: 6,9 millions d'UC (21%) et reliquat Prêt BAD de 0,414 millions d'UC
Retard sur le calendrier : 7 ans sur la date prévisionnelle de fin du projet
Performance:

| | |
|-----------------------|----------------------|
| a) globale du projet: | Satisfaisante (2,45) |
| b) d'exécution: | Satisfaisante (2,2) |
| c) de la Banque: | Insuffisante (1,78) |

EGYPTE- PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL D'EL-BEHEIRA

MATRICE DES RECOMMANDATIONS ET DES ACTIONS DE SUIVI

| Principales observations et conclusions | Recommandations | Actions de suivi | Responsables |
|--|---|---|---|
| <p><u>Formulation et bien-fondé du projet</u></p> <p>1. L'évaluation initiale n'a pu identifier et développer toutes les activités possibles et pertinentes du projet et prendre en compte les problèmes environnementaux.</p> <p>2. Le calendrier initial a été irréaliste et n'a pas tenu compte de la capacité de l'Emprunteur à faire démarrer à temps et faire exécuter dans les délais prescrits, les activités du projet.</p> <p>3. Les indicateurs de suivi et d'effets/impact ne sont pas bien définis.</p> <p>4. Les écarts entre les coûts</p> | <p>1.1. L'évaluation doit se fonder sur des études d'avant-projet détaillées pour bien identifier et programmer toutes les opportunités d'activités économiques possibles, et aborder les risques dont les problèmes environnementaux.</p> <p>2.1- Les capacités de l'emprunteur à respecter les conditionnalités doivent être sérieusement analysées au préalable.</p> <p>3.1- Il est nécessaire d'envisager l'élaboration du cadre logique du projet dès la préparation et l'actualiser à la phase d'évaluation pour tenir compte de nouveaux éléments éventuels.</p> <p>4.1- La fiabilité du projet exige que les écarts</p> | <p>1.1- Approfondir l'application des directives opérationnelles de préparation des projets, propres à la Banque</p> <p>1.2- 1.1.- faire l'étude des risques dont les ceux liés à l'environnement.</p> <p>2.1- Approfondir l'évaluation des capacités de l'agence d'exécution et de toute institution intervenant dans la réalisation du projet.</p> <p>3.1 fixer par objectif hiérarchisé, les indicateurs clés appropriés quantifiables et préciser entre autres, la périodicité de collecte et de diffusion d'informations et les destinataires de ces informations.</p> <p>4.1- Approfondir les investigations sur le</p> | <p>1.1- Banque (OCDN)</p> <p>2.1- Banque (OCDN)</p> <p>3.1- Banque (OCDN)</p> |

| | | | |
|---|--|--|--------------------|
| initialement prévus et les réalisations sont trop importants. | entre réalisations et prévisions soient dans une fourchette raisonnable. | terrain lors de l'évaluation, et mettre à contribution les personnes ressources appropriées locales, afin de mieux cerner les coûts du projet. | 4.1- Banque (OCDN) |
|---|--|--|--------------------|

| | | | |
|---|---|---|--|
| <p><u>Respect des conditions</u> 1. Les comptes certifiés n'ont pas été transmis à la Banque.</p> | <p>1.1- Les rapports financiers dont les comptes certifiés doivent être envoyés régulièrement à la Banque conformément à l'accord de prêts.</p> | <p>1.1- Au cours des missions de supervision, rappeler à l'ordre l'emprunteur/l'agence d'exécution, et si nécessaire, appliquer les sanctions requises.</p> | <p>Banque (OCDN)</p> |
| <p><u>Exécution du projet</u> 1. Le pouvoir limité de la cellule de gestion n'a pas permis de contrôler l'utilisation des équipements par l'OEMVT qui les a exploités à plus de 60% hors du projet. 2. La cellule de gestion ne maîtrisait pas les procédures de la Banque relatives à l'acquisition des biens et services. 3. Tous les indicateurs clés de performance et d'effets/impact n'étaient pas identifiés et utilisés. 4. La supervision de la Banque n'a pas abordé les questions de fond telles que: le recouvrement des coûts de prestations aux exploitants agricoles, la pérennité</p> | <p>1.1- L'agence d'exécution doit avoir le pouvoir de contrôler non seulement la bonne exécution des activités du projet mais aussi, l'utilisation des équipements du projet. 2.1- Les procédures et règles de la Banque doivent être connues à temps par l'agence d'exécution. 3.1- Les indicateurs doivent être bien identifiés lors de la préparation du projet. 4.1- La supervision doit se préoccuper aussi des aspects de diagnostic et d'orientation tels que: la pérennité des activités après-projet, le recouvrement des coûts de prestations de service, etc.</p> | <p>1.1- Etablir une base contractuelle de façon systématique avec tous les partenaires privés et/ou publics intervenant dans le projet en précisant les pénalités requises. 2.1- Organiser des séminaires/ateliers de formation sur les procédures en faveur du personnel opérationnel de l'agence. 3.1- Etablir la matrice du cadre logique afin de mieux identifier les indicateurs mesurables de performance et d'effets du projet. 4.1-Mener des réflexions sur les questions de fonds concernant le projet et formuler les recommandations à l'attention des autorités compétentes et le bailleur de fonds.</p> | <p>1.1- Agence d'exécution -Gouvernement.. 2.1- Banque (OCDN/CADI) 3.1- La Banque (OCDN) 4.1- Cellule de projet</p> |

| | | | |
|---|---|---|-------------------------|
| des activités après-projet. 5. Les termes de référence des consultants ne sont pas clairement définis. | 5.1- les consultants ne doivent être recrutés que pour des travaux ponctuels bien définis en termes de contenu et de durée. | 5.1- identifier les problèmes, établir des termes de référence précis pour chaque consultant. | 5.1- Cellule de projet. |
|---|---|---|-------------------------|

| | | | |
|---|---|---|---|
| <p><u>Durabilité</u></p> <p>1. La politique de subvention des intrants et de prestation de services d'aménagement pratiquée aux exploitants n'a pas favorisé leur participation effective au projet.</p> <p>2. Le projet ne peut assurer sa propre autonomie financière.</p> <p>3. Il y a un risque certain de détérioration du sol et de la qualité de l'eau, de la contamination de la nappe phréatique.</p> | <p>1.1- Il faudra rechercher la formule appropriée de participation moyennant un coût à faire payer par les exploitants pour les prestations de mise en valeur des terres.</p> <p>2.1 des apports financiers extérieurs sont indispensables.</p> <p>3.1- L'intégration agriculture-élevage est nécessaire pour l'utilisation de la matière organique en réduction des produits chimiques mais à condition de tenir les animaux à l'écart des systèmes d'approvisionnement en eau à ciel ouvert.</p> | <p>1.1- Mettre en place un système de sensibilisation et de motivation au développement participatif des bénéficiaires du projet.</p> <p>2.1.1- poursuivre les affectations budgétaires au projet/ négocier une deuxième phase du projet.</p> <p>3.1.2- Sensibiliser les exploitants sur les risques environnementaux encourus et intensifier la vulgarisation des techniques de conservation de l'environnement: compostage, ensilage, fumier, parcage des animaux, etc.</p> | <p>1.1- Cellule de projet</p> <p>2.1.1- Gouvernement.</p> <p>3.1.3- Cellule de projet</p> |
|---|---|---|---|

EGYPTE : PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL d'EL-BEHEIRA

MATRICE RETROSPECTIVE DU CADRE LOGIQUE

| OBJECTIFS HIÉRARCHISÉS | INDICATEURS VÉRIFIABLES | | | | MOYENS DE VÉRIFICATION | HYPOTHESES |
|--|--|------------|------------|-----|---|---|
| Objectifs sectoriels Améliorer les conditions de vie des exploitants agricoles de la zone du projet | | Evaluation | Achèvement | % | Service national de la Statistique, et enquêtes budget/consommation des ménages dans la zone du projet. | |
| Extrants 1) mettre en place des crédits 2) fournir des installations sanitaires 3) désenclaver les zones de production 4) mettre en valeur des terres | | Eval. | Achèvt. | % | Rapport d'évaluation Rapports d'activités trimestriels et annuels Données de l'Institut de recherche économique de Damahour | Fonds récurrents disponibles pour les salaires, la maintenance et les réparations des équipements |
| | 1. Revenu moyen par Exploitation agricole (000LE) : 1700 | | 680 | | | |
| | 2. Revenus supplémentaires du projet (000LE) : | 24710 | 65 756 | 266 | | |
| | 1. Montant (000LE) | 9 272,3 | 10 000 | | | |
| | 2. Nombre centres de santé | 11 | 22 | 200 | | |
| | 3. Pistes réhabilitées/nivelées (km) | 370 | 1 970 | 532 | | |
| | 4. Superficie | | | | | |
| | - sous-solage (ha) | 26 880 | 62 354 | 232 | | |
| | - épandage gypse (ha) | 26 880 | 32 030 | 119 | | |
| | - drainage de collecte (ha) | 26 880 | 25 486 | 95 | | |
| | - drainage des champs (ha) | 5 376 | 0 | 0 | | |

| | | | | | |
|-------------------------------------|--|-------|-------|-----|------------------------|
| 5) assurer le stockage des produits | 5. aires de stockage (000m2) | 1 400 | 1 400 | 100 | Rapport de supervision |
| 6) former les femmes et jeunes | 6. femmes formées aux techniques de production | nd | 9750 | | |
| | 6. jeunes formées aux techniques de production | nd | 2 272 | | |

| Activités | Eval. | RAP | % | | |
|---|---|-----------|-----|----------------------------|---------------------------------|
| 1) recruter/affecter du personnel pour les services du projet | 1. Effectif Personnel : 374 | 396 | 106 | | |
| | <u>Ressources/coûts du Projet(000UC):</u> | | | | |
| 2) réaliser les travaux de génie civil: | 2. Mise en valeur des terres : 14 314 | 8 190,1 | 57 | Budgets annuels du projet. | - Pas de pénalité sur les prêts |
| | 2. Intensif.agric. : 11 512 | 19 987,03 | 174 | | |
| 3) récupérer du matériel roulant | 3. Vulgar. Agric. : 1 050 | 7 810,12 | 200 | | |

| Objectifs du projet | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|---------|--------|---------|--------------------------|--------|--------|---|-------|-------|--------------------|-------|-------|-----------|-------|-------|--------------------|-------|-------|----------------|--------|--------|-----------------|----------|--------|----------------------|---|--------|----------|--------|--------|---------------------------------------|--|
| 1) augmenter des productions agricoles: | <table> <thead> <tr> <th></th> <th>Eval.</th> <th>Achèvt.</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1. productions (000 t.)</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>-de céréales.</td> <td>98,40</td> <td>120,0</td> </tr> <tr> <td>-de fruits&légumes</td> <td>26,40</td> <td>23,8</td> </tr> <tr> <td>-de coton</td> <td>3,00</td> <td>1,8</td> </tr> <tr> <td>-de pomme de terre</td> <td>3,90</td> <td>5,2</td> </tr> <tr> <td>- de viande</td> <td>143,60</td> <td>160,0</td> </tr> <tr> <td>-de lait (000l)</td> <td>1 905,00</td> <td>1600,0</td> </tr> </tbody> </table> | | Eval. | Achèvt. | 1. productions (000 t.) | | | -de céréales. | 98,40 | 120,0 | -de fruits&légumes | 26,40 | 23,8 | -de coton | 3,00 | 1,8 | -de pomme de terre | 3,90 | 5,2 | - de viande | 143,60 | 160,0 | -de lait (000l) | 1 905,00 | 1600,0 | Rapport d'évaluation | Disponibilité en eau d'irrigation, exode rural limité, prix du marché incitatif | | | | | | |
| | Eval. | Achèvt. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1. productions (000 t.) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| -de céréales. | 98,40 | 120,0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| -de fruits&légumes | 26,40 | 23,8 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| -de coton | 3,00 | 1,8 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| -de pomme de terre | 3,90 | 5,2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - de viande | 143,60 | 160,0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| -de lait (000l) | 1 905,00 | 1600,0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2) accroître les rendements des cultures | <p>2.1 Rendements pour céréales, fruits, légumes et coton</p> <table> <thead> <tr> <th>Kg/Ha:</th> <th>Eval.</th> <th>Achèvt.</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Coton</td> <td>2 250</td> <td>2 700</td> </tr> <tr> <td>Paddy</td> <td>5 952</td> <td>7 143</td> </tr> <tr> <td>Blé</td> <td>3 571</td> <td>4 286</td> </tr> <tr> <td>Fève</td> <td>1 619</td> <td>1 862</td> </tr> <tr> <td>Maïs</td> <td>4 000</td> <td>4 800</td> </tr> <tr> <td>Pomme de terre</td> <td>20 238</td> <td>23 880</td> </tr> <tr> <td>Luzerne CL</td> <td>59 524</td> <td>66 667</td> </tr> <tr> <td>Légume</td> <td>19 048</td> <td>22 857</td> </tr> <tr> <td>Pastèque</td> <td>23 810</td> <td>28 571</td> </tr> </tbody> </table> | Kg/Ha: | Eval. | Achèvt. | Coton | 2 250 | 2 700 | Paddy | 5 952 | 7 143 | Blé | 3 571 | 4 286 | Fève | 1 619 | 1 862 | Maïs | 4 000 | 4 800 | Pomme de terre | 20 238 | 23 880 | Luzerne CL | 59 524 | 66 667 | Légume | 19 048 | 22 857 | Pastèque | 23 810 | 28 571 | Rapport d'activités annuel du projet. | |
| Kg/Ha: | Eval. | Achèvt. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Coton | 2 250 | 2 700 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Paddy | 5 952 | 7 143 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Blé | 3 571 | 4 286 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Fève | 1 619 | 1 862 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Maïs | 4 000 | 4 800 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pomme de terre | 20 238 | 23 880 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Luzerne CL | 59 524 | 66 667 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Légume | 19 048 | 22 857 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pastèque | 23 810 | 28 571 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3) améliorer les techniques de production et d'élevage | <p>3.1 superficies améliorées (ha) :</p> <table> <tbody> <tr> <td></td> <td>8 988</td> <td>38 437</td> </tr> </tbody> </table> <p>3. 2 exploitants touchés</p> <table> <tbody> <tr> <td></td> <td>16 000</td> <td>30 000</td> </tr> </tbody> </table> | | 8 988 | 38 437 | | 16 000 | 30 000 | Rapports d'activités annuels du projet. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 8 988 | 38 437 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 16 000 | 30 000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4) améliorer la santé des animaux (000 têtes) | <p>3.3 veaux sevrés et embouchés (nb)</p> <table> <tbody> <tr> <td></td> <td>16 315</td> <td>816</td> </tr> </tbody> </table> | | 16 315 | 816 | Données de l'Institut de | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 16 315 | 816 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | |
|--|---|-----|-----|-----------------------------------|
| | béliers améliorés | --- | 62 | recherche économique de Damahour. |
| | bovins/buffles vaccinés et traités | 124 | 310 | Rapports de supervision BAD. |
| | petits ruminants vaccinés et traités | 133 | 741 | |

EGYPTE- PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL D'EL-BEHEIRA

PERFORMANCE DE L'EXÉCUTION

| INDICATEURS | NOTES | OBSERVATIONS |
|--|--------------|---|
| 1. Respect du calendrier d'exécution | 1 | Importants retards au démarrage et dans l'exécution |
| 2. Respect des coûts | 2 | Un dépassement de 21% sur le coût total prévu du projet en UC du fait de la sous-estimation de coûts des travaux de génie civil |
| 3. Respect des conditions de l'accord de prêt | 2 | La condition de l'envoi des comptes certifiés n'a pas été respectée. Les conditions relatives à l'acquisition des biens et services, ont été respectées après un flottement les premières années. |
| 4. Adéquation du suivi-évaluation et des rapports d'avancement trimestriels | 2 | Les rapports d'activités trimestriels et annuels sont soumis irrégulièrement à la Banque. Les comptes vérifiés du projet n'ont pas été soumis. |
| 5. Exploitation satisfaisante (le cas échéant) | 3 | Les résultats au niveau sectoriel montrent une amélioration des conditions de vie des populations de la zone du projet et des revenus des exploitations agricoles L'exploitation a donc été satisfaisante. |
| <u>Evaluation globale de la performance d'exécution</u> | 2 | La performance de l'exécution est jugée globalement satisfaisante. Le non-respect du calendrier d'exécution est le maillon le plus faible. |

EGYPTE- PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL D'EL-BEHEIRA

PERFORMANCE DE LA BANQUE

| INDICATEURS | NOTES | OBSERVATIONS |
|---|--------------|---|
| 1. A l'identification | 2 | La FAO/CI a fait l'identification du projet au nom de la Banque. Les objectifs ont été bien définis, mais le lien logique entre ces objectifs et les extrants n'a pas été établi. |
| 2. A la préparation | 2 | La préparation faite par la FAO/CI a été globalement satisfaisante ; cependant, les problèmes environnementaux ont été occultés. Par ailleurs, le manque d'études d'exécution a entraîné une imprécision au niveau des coûts des travaux de génie civil. |
| 3. A l'évaluation | 2 | L'analyse des risques dont la dégradation de l'environnement a été insuffisante. En outre, les coûts de certaines composantes ont été sous-estimés. |
| 4. A la supervision | 1 | La fréquence des missions a été satisfaisante durant les premières années du projet. Cependant, nombre de questions de fonds étaient restées récurrentes tout le long de l'exécution du projet : la méconnaissance des règles de procédures de la Banque par les cadres du projet ; la pérennité des activités ; la participation des bénéficiaires au coût du projet ; l'envoi régulier des rapports d'audit à la banque |
| <u>Evaluation globale de la performance de la Banque</u> | 1,75 | La performance de la Banque est insuffisante. |

EGYPTE- PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL D'EL-BEHEIRA

RESULTATS DU PROJET

| N° | INDICATEURS | NOTES | OBSERVATIONS |
|----|---|-------|--|
| 1 | <u>Pertinence et réalisation des objectifs</u> | 2,71 | Les objectifs et leur réalisation sont satisfaisants |
| 1. | Politique macro-économique | 3 | Le projet s'inscrit bien dans le cadre du Plan de Développement Quinquennal 1978-1982 |
| 2. | Politique sectorielle | 3 | Le projet est conforme à la politique sectorielle qui se fonde sur la nécessité de réduire la pauvreté en milieu rural, le déficit alimentaire, et de générer des devises |
| 3. | Réalizations physiques | 3 | La plupart des objectifs physiques du projet ont été atteints. Mais la performance pour ce qui concerne la mise en valeur des terres a été quelque peu ternie par l'utilisation des équipements à plus de 60% hors du projet par l'OEMVT. |
| 4. | Résultats financiers | 2 | Les résultats financiers ont été globalement satisfaisants. L'accent n'a pas été mis sur la participation des bénéficiaires aux coûts récurrents et les recettes de production n'ont pas été évaluées. |
| 5. | Réduction de la pauvreté, aspects sociaux et femmes dans le développement | 3 | Le projet a contribué à l'amélioration des conditions de vie de la population: amélioration du réseau routier et des infrastructures sanitaires, amélioration des revenus des exploitants grâce à l'accroissement des rendements des cultures et à l'amélioration zoosanitaire ; les femmes ont aussi bénéficié d'appuis spécifiques du projet tels que la formation technique, l'alphabétisation, etc.. |

EGYPTE : PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL D'EL-BEHEIRA**RESULTATS DU PROJET**

| | | | |
|------------|---|-------------|---|
| 6. | Environnement | 2 | L'évaluation du projet ne s'était pas préoccupée des questions environnementales. Mais il y a eu au cours du projet, quelques mesures d'atténuation de la dégradation de la fertilité des sols avec l'utilisation de la matière organique d'origine animale et du compost pour l'agriculture. |
| 7. | Développement du secteur privé | 3 | Le projet a contribué à la promotion des initiatives économiques privées au niveau des jeunes et des femmes et des villages (l'industrialisation villageoise) |
| 8. | Autres | | S . O |
| 2 | <u>Développement institutionnel</u> | 2,75 | Le cadre institutionnel est satisfaisant |
| 1. | Cadre institutionnel, y compris la restructuration | 3 | Le renforcement du cadre institutionnel a été effectif. |
| 2. | Systèmes d'information financier et de gestion, y compris le système d'audit | 2 | Le système d'informations a connu une faille grave: la non-soumission en une langue officielle de la Banque, des comptes vérifiés. La ventilation détaillée des dépenses par catégorie en devises et en monnaie locale par source de financement n'a pu être faite. |
| 3. | Transfert de technologie | 3 | Le projet a permis aux exploitants agricoles de maîtriser les techniques améliorées de production et d'acquérir des matériels agricoles : broyeurs, décortiqueuses de riz, moulins à céréales, etc. Une demande croissante de la mécanisation agricole a été constatée. |
| 4. | Dotations en personnel qualifié (dont rotation), formation et dotation en personnel de contrepartie | 3 | Le personnel a été détaché et/ou recruté sur une base contractuelle et jugé performant. Les cours de formation pour le personnel de vulgarisation ont été effectifs. |
| III | <u>Durabilité</u> | 2,38 | Les perspectives de durabilité du projet sont d'autant plus satisfaisantes qu'il est important de se préoccuper des problèmes environnementaux et de s'assurer de la participation de bénéficiaires à la prise en charge de tout ou partie des coûts récurrents. |

EGYPTE : PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL D'EL-BEHEIRA

RESULTATS DU PROJET

| | | | |
|---|--|---|---|
| 1 | Engagement continu de l'emprunteur | 4 | Le GE a toujours fait des affectations budgétaires suffisantes au projet et ne semble pas envisager de cesser cet appui financier. |
| 2 | Environnement politique | 3 | L'environnement politique paraît favorable et renforcé par les dispositions prises par le GE pour réduire davantage les mécanismes de contrôle de l'Etat et pour faire une plus grande place aux forces du marché et au secteur privé. |
| 3 | Cadre institutionnel | 2 | Le cadre institutionnel est approprié. Cependant, le pouvoir de contrôle de la cellule de coordination doit être renforcé ; ce qui permettra d'assurer une exploitation rationnelle des équipements destinés à la mise en valeur des terres. |
| 4 | Viabilité technique et perfectionnement du personnel | 2 | La structure actuelle couvre les besoins d'encadrement technique et de perfectionnement de façon adéquate. Mais des lacunes s'observent au niveau du système de suivi-évaluation |
| 5 | Viabilité financière dont le recouvrement des coûts | 2 | Elle est précaire du fait surtout des stimulants (subventions) dont bénéficient les exploitants participant au projet malgré la rentabilité prouvée de leurs activités sur les terres valorisées, et qui constituent un manque à gagner substantiel pour la survie du projet. |
| 6 | Viabilité économique | 3 | Le projet a eu un effet significatif sur la rentabilité économique des exploitations agricoles, l'amélioration des transports et sur le développement économique local villageois. |

EGYPTE : PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL D'EL-BEHEIRA

RESULTATS DU PROJET

| | | | |
|----|---|------|---|
| 1. | Viabilité environnementale | 1 | Il existe un gros risque sur la détérioration du sol et de la qualité de l'eau, la contamination de la nappe phréatique par le nitrate. Aucune disposition particulière n'avait été prise. |
| 2. | Mécanismes d'exploitation et de maintenance | 2 | La volonté du GE d'accorder des apports budgétaires est un atout. La réduction des subventions aux exploitants agricoles serait nécessaire pour la durabilité de ces mécanismes. Mais ces apports ne suffiront pas pour faire les gros investissements de renouvellement d'opérations foncières tous les 3 - 4 ans. |
| 3 | <u>Taux de rentabilité</u> | 2 | Il s'établit à 26% à l'achèvement contre 24,5% initialement prévu. Mais il n'a pas été possible de vérifier la fiabilité de ce taux recalculé par manque de données de base pour les années 1996, 97 et 98 : rendements et productions par culture, prix des denrées, etc. |
| 4 | <u>EVALUATION GLOBALE</u> | 2,45 | Les résultats du projet sont globalement satisfaisants |